

Fonds Optimum Actions Canada

31 décembre 2016

PHILOSOPHIE D'INVESTISSEMENT

Le Fonds Optimum Actions Canada est un portefeuille qui met l'accent sur la préservation du capital et qui tient compte du volet cyclique spécifique au marché des actions canadiennes. Géré de façon discrétionnaire, le Fonds combine une approche « bottom-up » visant à sélectionner certains titres parmi les valeurs composant l'indicateur de référence du Fonds, ainsi qu'éventuellement des titres hors-indice, et à déterminer leur pondération au sein du portefeuille ; une approche « top-down » reposant sur une analyse macro-économique mondiale permet de déterminer l'allocation sectorielle.

OBJECTIF D'INVESTISSEMENT

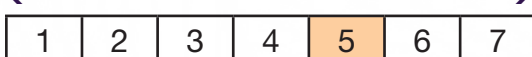
Le Fonds a pour objectif de réaliser une performance supérieure à celle de son indicateur de référence, sur des périodes de 5 ans glissants.

Durée de placement recommandée : 5 ans

Indicateur de référence : S&P/TSX Composite

Échelle de risque :

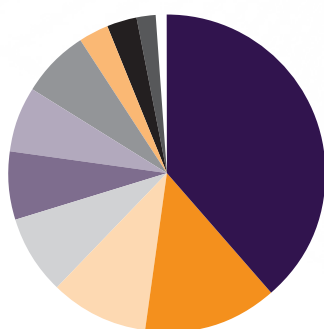
Risque plus faible Risque plus élevé
Rendement potentiellement plus faible Rendement potentiellement plus élevé



STYLE DE GESTION

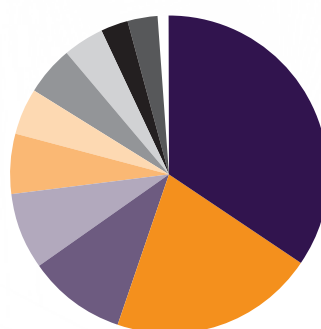
- Le Fonds est investi entre 90 % et 100 % en actions canadiennes et pour 10 % maximum en titres de créances et instruments de marché monétaire.
- L'exposition aux petites capitalisations est limitée à 20 %.

Composition du portefeuille



ALLOCATION SECTORIELLE - FONDS (EN %)

| | |
|---------------------------------|----|
| Services financiers : | 38 |
| Énergie : | 14 |
| Consommation de base : | 10 |
| Services publics : | 8 |
| Matériaux de base : | 7 |
| Produits industriels : | 7 |
| Télécommunications : | 7 |
| Consommation discrétionnaire : | 3 |
| Immobilier : | 3 |
| Technologies de l'information : | 2 |
| Soins de santé : | 1 |



ALLOCATION SECTORIELLE - S&P/TSX COMPOSITE (EN %)

| | |
|---------------------------------|----|
| Services financiers : | 35 |
| Énergie : | 21 |
| Matériaux de base : | 10 |
| Produits industriels : | 8 |
| Consommation discrétionnaire : | 6 |
| Consommation de base : | 5 |
| Télécommunications : | 5 |
| Services publics : | 4 |
| Immobilier : | 3 |
| Technologies de l'information : | 3 |
| Soins de santé : | 1 |

10 PRINCIPALES POSITIONS

| | Poids (%) |
|---|-----------|
| Banque canadienne impériale de commerce | 4,2 |
| Canadian Utilities | 4,2 |
| Banque Toronto-Dominion | 4,2 |
| Emera | 4,2 |
| Banque Royale du Canada | 4,2 |
| Banque de Montréal | 4,2 |
| Banque de Nouvelle-Écosse | 4,1 |
| Banque Nationale du Canada | 4,1 |
| BCE Inc. | 2,4 |
| Rogers Communications | 2,4 |

CARACTÉRISTIQUES DU PORTEFEUILLE

| | Fonds | S&P/TSX |
|-----------------------|-------|---------|
| Bêta | 0,91 | 1,00 |
| Taux de dividende (%) | 3,20 | 2,71 |
| Active Share | 0,54 | - |

RÉPARTITION PAR CAPITALISATION BOUSIÈRE

| | |
|------------------------|------|
| > 10 Mds \$ CAD | 61 % |
| De 1,5 à 10 Mds \$ CAD | 30 % |
| < 1,5 Mds \$ CAD | 9 % |

Performances & Statistiques

NAV & PERFORMANCES NETTES

| | Fonds \$ CAD | S&P/TSX \$ CAD |
|--------------------|-----------------|-------------------|
| Valeur liquidative | 23,20 | - |
| 1 mois | 2,16 % | 1,66 % |
| 3 mois | 5,36 % | 4,54 % |
| 2016 | 19,22 % | 21,08 % |
| Depuis la création | 16,70 % | 33,69 % |
| Annualisée | 4,60 % | 8,82 % |
| Date de création | 19/07/2013 | - |
| Encours | 38,0 M | - |

STATISTIQUES ANNUALISÉES DEPUIS LA CRÉATION

| | Fonds \$ CAD | S&P/TSX \$ CAD |
|---------------------|-----------------|-------------------|
| Volatilité | 12,89 % | 12,10 % |
| Ratio de Sharpe | 0,30 | 0,67 |
| Ratio d'information | -1,05 | - |
| Max. Drawdown | -25,48 % | -21,53 % |
| VaR 95 % | -3,31 % | -2,95 % |

Pourquoi investir au Canada ?

- **Stabilité économique, politique et fiscale**
- **Économie diversifiée et en croissance**
- **Solidité du système bancaire**
- **Plusieurs secteurs d'activités consolidés**
- **Forte croissance de l'économie américaine**
- **Importants investissements en infrastructures**

Commentaire de gestion

Sur le plan économique, le Canada affiche une santé enviable, comme en fait foi le taux de chômage de 6,8 %, un niveau inférieur à celui habituellement constaté au cours des 40 dernières années. D'importantes disparités sont toutefois constatées sur base régionale : en effet, si la Colombie-Britannique et le Québec affichent les taux les plus faibles (6,2 % au Québec, le plus faible taux enregistré depuis 1976), l'Alberta accuse les effets du contre-choc pétrolier de 2014-2015 et affiche un taux de 9,0 %.

Malgré tout, l'économie devrait croître de *seulement* 1,0 % en 2016, croissance bien en-deçà de son potentiel. Afin de corriger cette situation, le Canada amorce actuellement un virage visant à renouveler une importante partie de ses infrastructures. En effet, le gouvernement *Trudeau* souhaite qu'un montant de 180 Mds \$ CAD soit injecté dans l'économie au cours des 12 prochaines années dans la construction et la rénovation d'infrastructures, à l'aide de capitaux publics et privés. En vue d'atteindre cet objectif, la *Banque de l'infrastructure du Canada* (« *BIC* ») verra le jour prochainement.

La *BIC*, financée à hauteur de 35 Mds \$ CAD par le gouvernement fédéral, aura comme mission principale d'investir dans des projets générateurs de revenus et aussi d'attirer des capitaux privés,

notamment les fonds de pension. L'objectif est que pour chaque dollar investi par le gouvernement, un montant de 4 à 5 dollars soit investi par le privé.

Un des projets considérés par la *BIC* est le *Réseau électrique métropolitain* (« *REM* ») ; ce train électrique (projet financé en partie par la *Caisse de dépôt et placement du Québec*), vise à doter Montréal d'un nouveau réseau intégré reliant le centre-ville et l'aéroport International de Montréal, notamment.

De plus, l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange conclu entre le Canada et l'Union européenne devrait permettre aux échanges commerciaux bilatéraux de progresser d'au moins 20 %, à la faveur de la suppression des barrières tarifaires sur un ensemble de produits et à l'accès aux principaux marchés publics.

Au-delà d'insuffler un électrochoc à l'économie canadienne (la croissance économique du pays pourrait s'élever à 1,8 % en 2017 et 2018), les politiques du gouvernement *Trudeau* transformeront l'économie canadienne et permettent aujourd'hui de considérer sérieusement le Canada comme une classe d'actifs privilégiée pour les investisseurs européens.

Informations générales

| | |
|---------------------------|---------------------------------|
| Date de lancement | Juin 2013 |
| Classification AMF | Actions internationales |
| Forme juridique | FCP de droit français |
| Structure | UCITS IV |
| Gérant financier | Optimum Gestion Financière S.A. |

| | |
|-----------------------------------|--|
| Dépositaire / conservateur | RBC Investor Services Bank France S.A. |
| Administrateur | RBC Investor Services France S.A. |
| Commissaire aux comptes | Grant Thornton |
| Liquidité | Quotidienne (J) |
| Souscriptions | J avant 11h |
| Type de parts | Capitalisation |

| PARTS | CODE ISIN | BLOOMBERG | DEVISE | FRAIS DE GESTION |
|--------|--------------|-------------------|--------|------------------|
| Part I | FR0011475003 | FCPACTI FP Equity | \$ CAD | 1,20 % |
| Part R | FR0011475029 | FCPACTR FP Equity | € | 2,40 % |

Les performances présentées sont nettes de frais. Les performances passées ne sauraient garantir les performances futures. Ce document non contractuel a été réalisé à titre d'information uniquement et ne constitue pas une offre de vente ni une recommandation d'investissement. Toutefois, un investissement éventuel dans le *Fonds Optimum Actions Canada* ne devrait être considéré qu'après avoir consulté le prospectus, disponible sur simple demande auprès de la société Optimum Gestion Financière S.A. ou sur le site www.optimumfinanciere.fr.

Pour toute information complémentaire, contactez : M. Louis Tremblay, Gérant financier senior ltremblay@optimumfrance.com ou M. Benoît D. Lapointe, Directeur Général bdlapointe@optimumfrance.com.



OPTIMUM[®]
Optimum Gestion Financière S.A.